

dit le général Calaris. 'Après cinq minutes d'attente, une prétendue réponse arriva : « Les conditions sont refusées », disait-elle, et M. Jocelin partit, tandis que la fusillade recommençait des deux côtés. On avait dit au consul français que M. Lazarov... ne voulait pas le voir ! Dès lors, le dernier espoir d'empêcher la catastrophe s'évanouissait. Vers le soir, les canons et les bombes commencèrent à parler. La nuit arriva. Une heure après minuit, les Grecs proposèrent de nouveau : « Rendez vos armes ! » La réponse de M. Lazarov fut la même : il demandait la permission de communiquer avec ses supérieurs. Et la lutte recommença, de plus en plus acharnée. Plusieurs maisons brûlèrent ; quelques-unes furent détruites par les canons ; environ 80 citoyens paisibles et à peu près une centaine de soldats bulgares furent tués. Il faisait jour, et M. Lazarov lui-même, cette fois, proposa de se rendre, à condition qu'il pourrait garder ses armes à feu sans les baïonnettes, ses bagages et son argent. On accepta ces conditions, puis on les changea, sous prétexte que quelques combattants bulgares avaient tenté de garder leur baïonnette. Les soldats bulgares furent arrêtés sans conditions.

Le matin du 18 juin / 1<sup>er</sup> juillet, deux bateaux à vapeur, nommés la *Marietta Ralli* et la *Catherine*, étaient prêts à transporter les prisonniers dans les forteresses de la Grèce. C'étaient des bateaux marchands et rien n'y avait été prévu pour le bien-être des passagers, mais il ne s'agissait guère de les ménager ! Les soldats furent entassés dans la partie basse des bateaux, à proximité des machines et du charbon, dans une atmosphère lourde et insupportable. Les officiers, au nombre de 20, furent logés dans une cabine à deux lits. On ne permit ni aux uns ni aux autres de monter sur le pont. On ne leur donna que de l'eau mêlée d'eau de mer, pour toute boisson, et, la seconde journée seulement, un vieux biscuit moisi pour toute nourriture. Pourtant, ces officiers purent bientôt s'apercevoir que leur sort n'était pas encore le pire : après les militaires, la population bulgare civile de Salonique dut subir à son tour la persécution, sous prétexte que tous ceux qui la composaient étaient des *comitadjis*.

Les membres de la Commission d'enquête ont entendu des récits horribles de ce qui se passa le 18 / 1<sup>er</sup> juillet dans les rues et dans les habitations bulgares de la ville. Mais, une fois de plus, les noms de ceux qui ont souffert et, surtout, de ceux qui ont déposé ne peuvent pas toujours être cités sans inconvénient. Nous commencerons par faire appel à un étranger, victime et témoin en même temps, qu'on a pris, lui aussi, pour un Bulgare et, par suite, pour un *comitadji*. Son histoire, que nous reproduirons *in extenso*, servira d'exemple.

Jean (Jovane) Ratchkovits, sujet autrichien, né en Dalmatie, était marchand à Salonique. Le 17 / 30 juin, il sortait de sa boutique pour aller à la